

Compte rendu de l'atelier no 248
Internationalisation de l'action syndicale dans
le contexte des Amériques, le 27 janvier 2005,
Forum Social Mondial, Porto Alegre, Brésil.

Les cahiers de la Chaire – collection recherche

No 08-2006

Par Emmanuelle Champion

Compte rendu de l' atelier no 248
Internationalisation de l'action syndicale dans
le contexte des Amériques, le 27 janvier 2005,
Forum Social Mondial, Porto Alegre, Brésil.
Les cahiers de la Chaire – collection recherche
No 08-2006
Par **Emmanuelle Champion***

* **Emmanuelle Champion** est candidate au doctorat en Administration de l'UQÀM. Elle est également coordonnatrice développement à la Chaire de Responsabilité Sociale et de Développement Durable.

Table des matières

Introduction	<hr/> 3
Les syndicats nationaux confrontés aux effets de la mondialisation économique de type néolibéral	<hr/> 4
Les centrales et les fédérations internationales à l'heure des défis globaux	<hr/> 15
Les ONG et leur appui au mouvement syndical	<hr/> 17
Conclusion	<hr/> 22
Annexe A : Communications des conférenciers	<hr/> 3

Introduction

En collaboration avec Alternatives, la Chaire de Responsabilité sociale et de développement durable a organisé, dans le cadre des activités autogérées du Forum social mondial de Porto Alegre, un atelier portant sur l'internationalisation de l'action syndicale dans le contexte des Amériques. Cet atelier visait à déterminer comment les syndicats américains tentent de répondre actuellement aux défis posés par la mondialisation économique. En effet, alors que le capital bénéficie d'une mobilité sans précédent, les travailleurs, quant à eux, restent mobiles et sont ainsi mis en concurrence par les entreprises transnationales. Pour continuer à défendre l'intérêt des travailleurs, les syndicats nationaux, ancrés dans leur juridiction territoriale, doivent à présent développer de nouvelles stratégies en vue d'internationaliser leurs revendications et d'exercer des pressions sur les entreprises.

Présidé par Pierre Beaudet, directeur général d'Alternatives, cet atelier s'articulait sur trois volets : le premier avait pour objectif de connaître les difficultés rencontrées par les syndicats nationaux et de déterminer comment ces derniers répondaient aux transformations insufflées par la mondialisation des économies de type néolibéral. Quatre représentants de syndicats canadiens nous ont fait part de leur point de vue sur ces questions : Sheila Katz du Congrès du travail du Canada (CTC), Jacques Létourneau de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Joseph Gargiso du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP) et Pierre Séguin de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ). Le deuxième volet consistait à déterminer comment les centrales et les fédérations internationales syndicales relayaient au niveau international les revendications des syndicats nationaux. Cameron Duncan nous a présenté les différentes actions menées par son organisation, l'Internationale des services publics (ISP). Enfin, le dernier volet, et non le moindre, visait à définir quelles stratégies les Organisations non gouvernementales (ONG) mettaient en œuvre pour soutenir les syndicats nationaux dans leurs actions. Terry Collingsworth, de International labor Rights fund (ILRF) et Hector de la Cueva du Red mexicana de acciones frente al libre comercio (RMALC) nous ont décrit les stratégies qu'ils développent pour défendre les intérêts des syndicats et des travailleurs.

Les syndicats nationaux confrontés aux effets de la mondialisation économique de type néolibéral

Sheila Katz - Congrès canadien du travail (CTC)¹

Selon Sheila Katz, le défi le plus important pour les syndicats nationaux est de transférer l'appui des travailleurs vers des enjeux globaux et un programme politique plus vaste. Il est en effet fondamental que les travailleurs du Nord se mobilisent aujourd'hui autour d'enjeux internationaux pour parvenir à la défense de leurs intérêts. Pour ce faire, il en revient aux syndicats nationaux d'éduquer et de sensibiliser les travailleurs aux défis de la mondialisation économique de type néolibéral et des effets qu'elle entraîne sur leurs conditions de travail. Ainsi, l'éducation des travailleurs sur les enjeux globaux est une donne essentielle pour la construction d'une solidarité internationale et les syndicats nationaux doivent être très actif sur ce terrain.

Du fait de la transformation de la composition de la force de travail au Canada, le CTC a été contraint de réorienter ses stratégies au cours de ces dernières années. En effet, afin d'atteindre les nouveaux groupes de travailleurs tels que les employés à temps partiel, les minorités visibles, les jeunes travailleurs ou les travailleurs aborigènes, le CTC a dû développer de nouvelles stratégies pour répondre aux besoins de ses nouveaux membres. Le défi aujourd'hui pour le CTC est d'inscrire ses nouvelles stratégies au cœur des enjeux globaux.

Le CTC bénéficie actuellement d'une crédibilité auprès de ses membres, des employeurs et du gouvernement canadien et il souhaite à présent que celle-ci lui serve à construire une solidarité internationale entre les travailleurs et les syndicats dans le monde, et plus spécifiquement dans les Amériques. En créant par exemple des fonds de justice sociale et humanitaire, plusieurs affiliés du CTC sont parvenus à acquérir les ressources financières nécessaires pour sensibiliser leurs membres aux enjeux sociaux globaux. L'autonomie financière de ces syndicats est sans conteste une avancée pour la construction d'une solidarité internationale entre les travailleurs.

Pourquoi l'action internationale était-elle devenue une priorité pour le CTC ? vous demanderez-vous. Sheila Katz explique que l'action internationale du CTC est nécessaire afin de contrer les politiques néolibérales qui sont vigoureusement appliquées par le Canada et d'autres pays des Amériques.

Depuis ces vingt dernières années, le gouvernement canadien a placé sa confiance dans le marché pour assurer son développement industriel et générer ses emplois nationaux. La politique du gouvernement canadien se traduit dans les faits par une réduction de taxes pour les entreprises, une compression des ressources dans les programmes sociaux, la réduction du secteur public et la création de zones de libre échange avec ses partenaires commerciaux. Plutôt que de promouvoir des traités et des accords qui servent les intérêts de ses citoyens, les politiques du Canada en matière d'investissement et de commerce visent à protéger les intérêts des entreprises canadiennes à l'étranger. En conséquence de ces politiques, l'insécurité économique des travailleurs et de leur famille s'est grandement accrue durant les années quatre-vingt : la croissance économique a été à son plus bas niveau tandis que le chômage atteignait des sommets jusqu'alors jamais inégalés depuis la grande dépression des années trente.

Selon Sheila Katz, l'action internationale des syndicats doit permettre au Canada et autres pays de reprendre le contrôle de leur économie. Le Canada a besoin d'une stratégie industrielle pour protéger et créer des emplois permanents qui permettront d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs, si bénéfique à la santé économique du pays, ainsi que la qualité de vie de ces travailleurs. Ainsi, le CTC définit son action à l'échelle internationale afin que les divers pays, sabordés par les accords de libre-échange et les plans d'ajustement structurel, puissent enfin reconquérir leur souveraineté sur leur développement industriel et leur stratégie d'emploi.

Le Canada a été fortement atteint dans sa souveraineté par les différents accords commerciaux dont il est signataire, nous dit madame Katz. L'Accord de libre échange Canada-États-Unis signé en 1988, puis l'Accord de libre échange Nord-américain (ALÉNA) de 1994, ont

¹ Le Congrès Canadien du Travail (CTC) compte 60 affiliés et représente plus de 3 millions de travailleuses et travailleurs au Canada (CTC, 2005).

significativement affaibli le gouvernement canadien dans sa capacité de prise en charge de son développement économique. D'autres pays des Amériques sont aux prises avec cette incapacité d'orienter leur stratégie de développement du fait de leur engagement dans des traités de libre échange (CAFTA, MERCOSUR etc.).

Pour le CTC, la solidarité internationale entre les travailleurs et les syndicats se construit à travers cette lutte commune contre les accords de libre échange. En effet, l'intégration économique entraîne une infernale «course vers le bas» (A Race to the bottom) des conditions de travail : suite à la signature de l'accord de libre échange de 1988, les emplois syndiqués du secteur manufacturier ont été délocalisés du Canada vers le sud des États-Unis où les lois (par exemple, celles du «Right to Work») rendent impossibles la syndicalisation des travailleurs ; depuis 1994, ces emplois ont été localisés au Mexique dans les zones des maquiladoras ; celles-ci subissent aujourd'hui la concurrence de la Chine... et ainsi de suite.

De fait, la promotion d'accords de libre échange définis selon l'intérêt des travailleurs et de leur famille est le principal cheval de bataille du CTC. Pour relever ce défi, le CTC mène différentes actions :

À travers le Labour international development program (LIPD), en collaboration avec différents affiliés et l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le CTC apporte une assistance technique à des syndicats et des organisations des Amériques, d'Asie, d'Afrique et d'Europe de l'Est pour les aider à protéger et à promouvoir les droits humains fondamentaux des travailleurs, mais aussi pour renforcer l'équité et l'égalité entre les hommes et les femmes. Le LIPD propose également des formations ayant pour thème la « Solidarité globale» qui visent à sensibiliser les travailleurs sur les effets de la mondialisation, les théories économiques et la construction d'alliances.

Autre exemple, des affiliés du CTC organisent des campagnes de financement pour soutenir d'autres syndicats étrangers. Certains ont notamment négocié que soit versé un certain montant

de leur salaire horaire afin d'alimenter des fonds utilisés pour construire une solidarité internationale entre les travailleurs du continent.

Différents affiliés du CTC participent aux Fédérations syndicales globales (GUFs), qui réunissent des syndicats oeuvrant dans le même secteur à travers les Amériques. Les GUFs ont négocié des accords-cadres avec des entreprises transnationales spécifiques; ces accords garantissent le respect des droits fondamentaux pour les employés des entreprises signataires. Ces structures permettent aux travailleurs des entreprises telles que Coca-Cola, Ford et General Motors de rencontrer leurs employeurs régulièrement, de développer conjointement des stratégies pour répondre à des problèmes précis, ou encore de négocier leurs conventions collectives.

Le CTC est aussi membre affilié de l'Interamerican regional workers organization (ORIT)2. Néanmoins, cette affiliation n'exclut pas le développement de relations directes par le CTC avec d'autres syndicats des Amériques pour contrer les politiques néolibérales mises en place par les différents gouvernements américains. Les syndicats du secteur public affiliés au CTC se mobilisent notamment contre la privatisation des services publics et des ressources gérées par le secteur public.

Depuis le milieu des années quatre-vingt, la création d'alliances avec d'autres syndicats et des organisations de la société civile a été une avenue stratégique privilégiée par le CTC, notamment pour lutter contre l'accord de libre échange Canada-États-Unis. Ainsi, les syndicats canadiens ont été un des piliers du Action Canadian Network, une coalition multisectorielle, comprenant des organisations religieuses, des organisations de développement, des groupes de solidarité et de femmes, formée en réaction à la première Zone de Libre Échange des Amériques. Le CTC a aussi créé des coalitions avec des syndicats et des organisations des États-Unis, du Mexique et du Québec.

Ces coalitions trinationales ont servi de base à la constitution, en 1998, d'une Alliance sociale hémisphérique (Hemispheric Social Alliance) créée à l'initiative des syndicats brésiliens et de l'ORIT, à l'occasion du Labour and social forum au Brésil qui s'est tenu parallèlement aux négociations de la Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA) à Belo Horizonte. Grâce au soutien des syndicats et de la Centrale unique des travailleurs (CUT) brésilienne, l'Alliance sociale hémisphérique a été un acteur clé de la campagne continentale de 2001 contre la ZLÉA.

Selon Sheila Katz, la mise en œuvre de ces différentes stratégies illustre le fait que le mouvement des travailleurs est en train de devenir un mouvement populaire, progressiste et global capable de défier l'agenda néo-conservateur.

Jacques Létourneau, Confédération des syndicats nationaux (CSN)³

La CSN a toujours été engagée dans des projets de coopérations internationales et d'appui au développement dans le Sud. Cette implication a pris diverses formes, tels que des projets d'éducation syndicale ou de coordination syndicale en Amérique latine, par exemple. Alors que dans les années soixante-dix et les années quatre-vingt, les travailleurs du Nord cherchaient à soutenir les groupes sociaux du Sud, depuis une quinzaine d'années, on note que leur modalité d'intervention s'est transformée. La mondialisation économique de type néolibéral remet en question leurs acquis sociaux et leurs conditions de travail si bien que les travailleurs du Nord sont aujourd'hui contraints de comprendre les dynamiques plus larges inhérentes au processus de mondialisation économique pour remodeler leurs interventions dans le Sud.

Selon Jacques Létourneau, l'ère de la mondialisation économique de type néolibéral exige que les syndicats dépassent l'approche de coopération pour se positionner sur un terrain qu'il qualifie de politique. L'action syndicale doit s'inscrire dans une réflexion plus vaste à propos des enjeux

² La Organización regional interamericana de trabajadores (ORIT) qui représente plus de 45 millions de travailleurs sur le continent américain, est la branche hémisphérique de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) (ORIT, 2005).

³ La Confédération des syndicats nationaux (CSN) compte plus de 2 600 syndicats locaux répartis sur l'ensemble du territoire québécois représentant environ 275 000 travailleurs et travailleuses de différents secteurs d'activité (CSN, 2002).

liés à la mondialisation économique, ce qui permettra aux syndicats d'établir de larges mouvements de coalition capables de proposer des alternatives. De plus, la mondialisation économique entraîne un niveling généralisé vers le bas des conditions de travail tant au Nord qu'au Sud et l'action syndicale définie au niveau national doit dorénavant intégrer cette tendance globale.

Pour Jacques Létourneau, le Sommet des Peuples des Amériques de 2001 a été un événement important dans le renouvellement de l'action syndicale à l'international. Ce Sommet a été l'occasion pour la CSN de se rendre dans les différents syndicats nationaux afin de sensibiliser les travailleurs aux effets de la mondialisation économique. Ce Sommet a ainsi permis de mobiliser les travailleurs du Nord sur les nouveaux enjeux globaux et de rendre évidente la nécessité de créer des alliances stratégiques avec leurs homologues du Sud.

En somme, la mobilisation contre les accords de libre échange (notamment, La Consulta) a abouti à une prise de conscience collective des répercussions engendrées au niveau local par le processus de mondialisation économique, ce qui facilite à présent l'implantation de stratégies à visée internationale par les syndicats nationaux.

La CSN entretient des liens avec d'autres organisations syndicales au Sud, principalement en Amérique latine et en Afrique francophone. Grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la CSN contribue à la mise en œuvre de processus d'échange et de discussion, de projets de formation communs qui permettent la circulation d'expertises et le renforcement du mouvement syndical à l'échelle internationale.

En ce qui concerne leur action internationale, Jacques Létourneau est d'avis que les syndicats nationaux font face à deux défis majeurs. Le premier est d'articuler les enjeux globaux à l'agenda national. Pour ce faire, les syndicats doivent assurer le relais auprès des travailleurs locaux en les informant des débats qui ont lieu au sein des forums internationaux, et en faisant continuellement le lien entre la réalité nationale et les transformations économiques qui s'opèrent au niveau international.

Le deuxième est de rapprocher les syndicats des autres mouvements sociaux. Cette stratégie est d'ailleurs au cœur de la nouvelle politique de la CISL à laquelle est affiliée la CSN. Le renouvellement des pratiques syndicales au niveau international est corollaire d'un rapprochement vers les mouvements sociaux (les mouvements des femmes, des jeunes, des écologistes, les mouvements populaires, etc.). La CSN participe d'ailleurs au Forum social mondial dans le but de renforcer ses liens avec les mouvements sociaux et de devenir un acteur social porteur d'alternatives au regard du modèle actuel. Ainsi, le FSM est l'occasion pour la CSN de dégager avec les autres groupes des perspectives communes.

Joseph Gargiso, Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP)⁴

Joseph Gargiso explique que le premier rôle du SCEP est de négocier et d'implanter des conventions collectives pour les travailleurs et les travailleuses des secteurs des communications, de l'énergie et du papier. Alors que l'activité internationale des syndicats tels que le SCEP ou la Fédération des travailleuses et des travailleurs du Québec (FTQ) à laquelle il est affilié, restait marginale il y a une quinzaine d'années, la dimension internationale de leur action est devenue aujourd'hui centrale. Signe de ce changement notoire, les actions internationales du SCEP et de la FTQ ont été au cœur du débat lors des derniers congrès annuels de ces deux syndicats tenus à l'automne 2004.

Dans le cadre de cet atelier, Joseph Gargiso a voulu nous donner des exemples concrets des activités menées par le SCEP sur le front international. Dans les Amériques, le SCEP est le premier représentant syndical des travailleurs oeuvrant dans la production des hydrocarbures. En 2001, le SCEP a réussi à syndiquer les travailleurs de la plate-forme pétrolière Hibernia située au large des côtes du Labrador (à 40 kilomètres à l'est), ce qui constitue une première dans l'histoire de cette industrie au Canada. La syndicalisation des travailleurs de cette plate-forme a été rendue possible grâce à l'appui du syndicat étasunien PACE et de son réseau constitué

⁴ Le Syndicat Canadien des Communications, de l'Énergie et du Papier (SCEP) compte 150 000 membres à travers le Canada issus de secteurs aussi divers que les usines de pâtes et papier, les compagnies de téléphone, des communications (journalisme, radio, télévision, graphiste), de l'industrie hôtelière, la santé etc.

d'organisations humanitaires. Le président d'ExxonMobil, principal propriétaire de cette plate-forme, a finalement cédé à la pression de cette coalition internationale.

Cette initiative a d'ailleurs abouti en novembre 2004 à la création de l'International ExxonMobil workers union network, qui réunit plus de 80 leaders syndicaux des cinq continents. Grâce à ce réseau, les travailleurs d'ExxonMobil ne seront plus isolés, car les syndicats ainsi liés vont pouvoir intervenir plus efficacement pour défendre leurs intérêts.

Le SCEP collabore aussi avec des ONG, notamment le Centre international de solidarité ouvrière (CISO), organisation québécoise oeuvrant dans le domaine de l'éducation des travailleurs. En 2002, des représentants du SCEP et du CISO se sont rendus à la ville frontalière mexicaine de Ciudad Juárez, pour rencontrer les travailleurs de trois usines de Johnson & Johnson qui y sont établies. Durant cette visite, le SCEP et le CISO ont mis en relation les travailleurs de ces trois usines afin qu'ils négocient ensemble leur convention collective. Cette mise en réseau a permis aux travailleurs de ces usines de négocier des conditions plus avantageuses. Depuis, les leaders syndicaux mexicains sont venus au Québec pour rencontrer des syndicats canadiens afin qu'ils les aident à mieux structurer leur mouvement.

Pour le financement de ses activités, le SCEP a mis sur pied un fonds humanitaire voué à la coopération internationale. Le fonds humanitaire du SCEP réussit à recueillir des dons grâce aux membres qui ont négocié une clause spécifique dans leur convention collective (un cent par heure de travail versé à ce fonds). Ce fonds permet notamment de financer des projets de solidarité internationale. Plusieurs syndicats canadiens (Les Métallos, le Syndicat canadien de la fonction publique, les syndicats des travailleurs canadiens de l'automobile, le Syndicat des travailleurs et des travailleuses des Postes etc.) ont créé des fonds similaires pour répondre au phénomène de mondialisation économique.

Pour Joseph Gargiso, le capital étant devenu international, les syndicats n'ont pas d'autres choix que de s'organiser à l'échelle globale. Joseph Gargiso mentionne à cet égard le conseil d'entreprise mondial (worldwide enterprise union council) créé par les syndicats de l'entreprise

Goodyear. C'est par la multiplication de ce genre d'initiatives que l'action des syndicats nationaux trouvera une dimension internationale.

Pierre Séguin, Centrale des syndicats du Québec (CSQ)⁵

Pierre Séguin précise d'entrée de jeu que la nécessité de créer des solidarités entre la classe ouvrière de tous les pays n'est pas une idée nouvelle. La surexploitation des enfants, des femmes et des hommes dans les manufactures au 19ème siècle a été suffisante pour faire émerger un mouvement internationaliste qui s'est porté à défense de la cause ouvrière. Des solidarités ont vu ainsi le jour et ont permis de structurer le mouvement syndical. Au cours de son histoire, l'action syndicale internationale a délaissé la sphère politique pour se concentrer sur la défense des intérêts de ses membres et la solidarité s'est davantage cristallisée sur cette nouvelle orientation contribuant à développer un soutien mutuel entre les organisations syndicales.

Toutefois, la montée du mouvement altermondialiste a eu pour effet de re-politiser l'action syndicale dans l'ensemble des pays du globe. Appelées à comprendre les conséquences du processus de mondialisation économique, plusieurs organisations syndicales ont eu besoin de définir leurs actions dans ce nouveau contexte d'une société-monde plutôt que dans le cadre de l'État-nation. Ces enjeux ont confronté la CSQ et ont été inscrits à l'ordre du jour de son congrès triennal de 2003.

En préparation de ce congrès qui avait pour thème Tout un monde de solidarité, la CSQ a entrepris un vaste projet de formation sur les enjeux de la mondialisation néolibérale; suite à l'adoption des résolutions de ce congrès, la lutte contre la mondialisation néolibérale détermine à présent les actions menées par la CSQ. En effet, ce syndicat a adopté un projet politique et social qui vise la construction d'un monde solidaire, démocratique, écologique et pacifique et en prenant appui sur ces valeurs, la CSQ a adopté des résolutions guidant son action syndicale tant aux niveaux local, national qu'international.

Sur la scène internationale, la CSQ entend poursuivre son travail au sein des organisations syndicales internationales auxquelles elle est affiliée, et ce, pour faire la promotion de son projet et contrer cette mondialisation qui fait fi des droits des travailleurs, des travailleuses et des peuples du monde entier. Voici en substance le programme que la CSQ s'est donné pour guider son action internationale :

Alors que les grandes orientations politiques sont définies au niveau international tant dans le domaine de l'éducation que des services publics, la CSQ participe à des forums internationaux afin de faire valoir le point de vue de ses membres. Le Forum mondial de l'éducation est entre autres un lieu privilégié, mais non exclusif, pour son action internationale. Son adhésion à des organisations internationales dont l'Internationale des services publics et l'Internationale de l'éducation lui permet également de mieux faire entendre la voix des travailleurs et travailleuses sur la scène internationale. Depuis le dernier congrès de l'Internationale de l'éducation, un membre du conseil exécutif de la CSQ siège sur son conseil d'administration. Ceci s'inscrit dans la volonté de la CSQ de jouer un rôle actif sur la scène internationale.

La présence de la CSQ à des forums internationaux, portant soit sur les droits des femmes, dont la Marche mondiale initiée au Québec ou Beijing+10, soit sur les questions environnementales, particulièrement dans le cadre de l'adoption du protocole de Kyoto et de sa mise en œuvre. Cette présence constitue un des moyens pour développer des actions de solidarité et de coopération avec des organisations qui partagent les mêmes orientations en vue de promouvoir un nouveau modèle social qui garantit la primauté des droits humains sur les droits économiques. Les traités commerciaux et ses promoteurs (OMC, AGSC, ZLÉA et ALÉNA etc.) feront d'ailleurs l'objet de pression de la part de la CSQ.

La coopération internationale constitue depuis 1980 un volet important de l'action internationale de la CSQ. À l'initiative de la CSQ, s'est tenue en 1987 la première rencontre des organisations syndicales de l'éducation des pays francophones; cette dernière a donné lieu à la création du

⁵ La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) regroupe 170 000 travailleuses et travailleurs oeuvrant dans les services publics au Québec.

Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF) qui regroupe quelques 37 pays de la francophonie et au sein duquel la défense du droit à l'éducation pour tous et pour toutes est considérée comme une priorité.

Au sortir du Sommet des Peuples tenu en 2001, à Québec, la CSQ a participé à la création d'un Secrétariat continental sur l'éducation. La Déclaration du Séminaire mondial sur l'éducation a été adoptée en 2002 dans le cadre du FSM ; celle-ci définit le savoir comme bien commun de l'humanité et reconnaît le partage et l'échange des savoirs comme des questions centrales pour le développement des nations et des personnes.

La CSQ est impliquée au sein du Réseau Québécois sur l'Intégration Continentale (RQIC). C'est en tant que membre du RQIC que la CSQ a été particulièrement active sur les enjeux soulevés par l'Accord de libre échange Nord-américain (ALÉNA) et par la création d'une Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA).

Pour finir, Pierre Séguin indique que l'union organisationnelle entre les deux principales centrales syndicales internationales, à savoir la Centrale internationale des syndicats libres et la Confédération mondiale du travail (CMT) devrait favoriser la création d'une plus grande solidarité internationale entre les organisations syndicales et permettre une plus grande convergence dans l'action syndicale tant au niveau local, régional que national.

Les centrales et les fédérations internationales à l'heure des défis globaux

Cameron Duncan, Internationale des services publics (ISP)⁶

Cameron Duncan de l'Internationale des services publics détaille les actions menées par l'ISP afin de venir en aide aux syndicats nationaux. L'ISP est une fédération syndicale internationale destinée aux syndicats des services publics (eau, éducation, santé, services de distribution, services sociaux, etc.) ; malgré sa vocation envers les services publics, l'ISP intervient aussi dans des entreprises privées pour défendre les intérêts des travailleurs oeuvrant dans les secteurs de l'eau, de l'éducation etc.

Ainsi, lorsque l'entreprise française Suez Lyonnaise des eaux a racheté l'entreprise privée étasunienne United water ressources inc., un des affiliés de l'ISP est intervenu pour que le syndicat d'United water ressources inc. soit reconnu légalement par le nouveau propriétaire. Cette intervention s'est avérée fructueuse, car elle a abouti à un accord (a card check agreement) en faveur du syndicat étasunien.

L'ISP mène une campagne internationale pour dénoncer l'impunité qui persiste à l'égard des auteurs de crimes ciblant les travailleurs syndiqués en Amérique centrale. En Colombie, les membres de huit syndicats locaux sont régulièrement blessés; certains ont même été assassinés par l'armée. Pour venir en aide aux syndicats colombiens, l'ISP les a mis en relation avec ses affiliés du Nord qui disposent de ressources financières et de moyens de pression politique plus importants. D'autres violations à l'encontre de travailleurs syndiqués sont aussi perpétrées en Équateur, au Pérou et en Bolivie.

⁶ L'Internationale des services publics est composée de plus de 600 syndicats du secteur public répartis dans plus de 140 pays, ce qui représente réunis ensemble plus de 20 millions de travailleuses et travailleurs. L'ISP est une fédération syndicale internationale destinée aux syndicats des services publics. En sa qualité d'organisation non gouvernementale (ONG), pour le secteur public, l'ISP est reconnue officiellement au sein de l'Organisation internationale du Travail et est accréditée auprès de l'UNESCO, de la Confédération européenne des syndicats et de

L'ISP a institué un programme pour soutenir les travailleuses immigrantes du secteur de la santé. L'ISP met notamment en lien ses affiliés des pays du Sud d'où migrent ces travailleuses avec ses affiliés des pays du Nord où elles cherchent à s'implanter. Des connexions entre des syndicats des Îles des Caraïbes et des syndicats d'Angleterre et des États-Unis ont été ainsi établies. Cette mise en relation a pour effet de réduire la grande vulnérabilité à laquelle ces femmes migrantes sont généralement exposées.

L'ISP a lancé une réflexion sur les stratégies à mettre en œuvre pour défendre la qualité des services publics : ce questionnement aborde des thèmes aussi variés que les négociations collectives, la reconnaissance des syndicats par les employeurs, les alliances stratégiques et les liens avec d'autres organisations de la société civile, la transformation du mouvement syndical etc. Cette réflexion vise notamment à rétablir l'image des syndicats du secteur public qui sont souvent la cible de critiques acerbes du fait de leur statut et de la nature de leurs activités.

Autre cheval de bataille important, l'ISP continue à mener une campagne, en collaboration avec l'ORIT et d'autres organisations syndicales, à l'encontre de la ZLÉA, en ciblant plus spécifiquement les chapitres et les provisions relatives aux services publics. Selon Cameron Duncan, la lutte contre la ZLÉA est un point de ralliement significatif entre les organisations syndicales des Amériques ; cet enjeu a permis de créer un réseau de solidarité internationale. De plus, la mobilisation autour de ce traité de libre échange a permis d'inscrire les défis globaux au contexte de chaque pays signataire, ce qui constitue une grande avancée dans la prise de conscience collective des impacts de la mondialisation économique sur la définition des politiques nationales.

la CNUCED. L'ISP travaille aussi en collaboration avec la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) (ISP, 2005).

Les ONG et leur appui au mouvement syndical

Terry Collingsworth, International labor rights fund (IRLF)⁷

En introduisant son intervention, Terry Collingsworth a d'abord présenté l'approche générale de l'International labor rights fund (ILRF), pour enchaîner avec les actions en justice que son organisation mène afin de défendre les syndicats et les travailleurs.

Pour Terry Collingsworth, la situation des syndicats et des travailleurs est aujourd'hui particulièrement critique. Selon lui, l'existence même des syndicats serait remise en question du fait du processus de mondialisation économique : les fameuses zones de libre échange, instituées dans différentes parties du monde, font fi des droits les plus fondamentaux ; les entreprises transnationales, motivées par la recherche de profit, localisent leurs activités de production dans des pays où les normes de travail et les législations environnementales sont inexistantes ; sous la pression des institutions financières (Fonds monétaire international, Banque mondiale) et des entreprises transnationales, de grands pans des services publics sont privatisés ; le recours à la sous-traitance, notamment dans le secteur du textile (vêtements de sport) et de l'agroalimentaire (tabac, sucre etc.), pose la question de la responsabilité juridique des entreprises transnationales. Ainsi, pour contrer ces tendances globales, les ONG et les syndicats doivent être unis dans leurs actions : les entreprises transnationales, de leur côté, se tiennent main dans la main pour défendre leurs intérêts ; il faut donc que la société civile et les syndicats fassent de même pour créer un front commun.

Plusieurs actions en justice menées par l'IRLF ont connu un dénouement positif pour les travailleurs. Terry Collingsworth mentionne le procès intenté en faveur de travailleurs birmans à l'encontre d'Unocal corp. Cette entreprise californienne, en partenariat avec l'entreprise française TotalFinaElf, avait mandaté le gouvernement birman, connu pour être l'un des plus répressifs au monde, à dégager le passage pour le futur oléoduc qu'elle devait construire. La

⁷ L'International labor rights fund (IRLF) est une ONG étasunienne composée d'avocats qui intentent des recours juridiques pour le compte de travailleurs de pays pauvres pour que soient respectés les droits humains dans le monde entier.

junte militaire birmane s'est chargée de cette tache en ayant recours à une main-d'œuvre forcée. Des travailleurs forcés qui sont parvenus à s'échapper, ont entrepris une action en justice aux États-Unis par l'entremise de l'IRLF à l'encontre d'Unocal corp. En décembre 2004, après neuf ans de procédures, ces travailleurs ont finalement obtenu gain de cause : un fond spécial va être créé pour indemniser les victimes.

Les syndicats et les travailleurs doivent chercher à intenter ce genre d'actions en justice, car selon Terry Collingsworth, il existe toujours des recours possibles permettant de poursuivre les entreprises transnationales, et ce, même pour des infractions commises à l'étranger. Ces recours en justice, une fois intentés, permettent aux travailleurs de négocier localement d'autres problèmes.

Terry Collingsworth indique d'ailleurs que l'IRLF poursuit actuellement neuf entreprises transnationales pour des violations aux droits de la personne. L'IRLF représente notamment le syndicat colombien de l'usine Coca-Cola dont certains leaders syndicaux ont été torturés et tués par des paramilitaires colombiens. Les entreprises DynCorp et Dummoncoal font l'objet de poursuites similaires pour les meurtres de leaders syndicaux colombiens commis par des paramilitaires. DelMonte est aussi attaquée pour avoir intimidé et violenté des travailleurs au Guatemala afin qu'ils renoncent à se syndiquer. L'entreprise ExxonMobil est actuellement poursuivie pour avoir eu recours aux forces paramilitaires et militaires en Indonésie. Daimler Chrysler est mis en cause dans des disparitions de leaders syndicaux durant la guerre sale en Argentine etc.

Terry Collingsworth est persuadé que ces actions aboutiront à un succès, mais pour cela, il faut que les syndicats collaborent activement, notamment pour la constitution des preuves, et que les organisations de la société civile se mobilisent afin de faire pression sur les entreprises ciblées. C'est cette collaboration qui garantit la réussite de ces poursuites, selon Terry Collingsworth. Pour illustrer ce point, il revient en détail sur le cas de Coca-Cola en Colombie.

Après la diffusion dans les médias du succès d'Unocal corp, le syndicat (Sinaltrainal) de l'usine Coca-Cola a pris contact avec l'IRLF concernant les meurtres et les tortures des leaders syndicaux perpétrés par les paramilitaires. L'équipe de l'IRLF s'est rendue sur place pour rencontrer les victimes et leur famille; suite à cette enquête et à la constitution du dossier de preuves, l'IRLF a déposé en 2001 une plainte devant le tribunal de Miami (Federal district court for the southern district of Florida, No. 01-03208-CIV). De retour aux États-Unis, l'IRLF a entamé une campagne de pression internationale à l'encontre de Coca-Cola en faisant appel à d'autres organisations de la société civile : Students against sweatshops, un réseau d'étudiants présent dans plus de 150 universités aux États-Unis, fait actuellement pression pour que soient retirées de la vente les boissons de cette firme sur les campus. Coca-Cola a depuis pris contact avec Terry Collingsworth pour lui demander combien il exigeait pour cesser ses poursuites. Suite à cette discussion avec l'IRFL, les dirigeants de Coca-Cola disent à présent considérer les demandes des travailleurs colombiens.

En suivant ce scénario, d'autres actions vont être intentées par l'IRLF : dans le secteur du tabac, par exemple, une poursuite devrait être entamée à l'encontre de Philip Morris pour la violation des droits humains et le travail des enfants au Brésil ; Wal-Mart sera prochainement attaquée par des travailleurs de Chine, du Mexique, du Nicaragua, d'Indonésie, du Bangladesh et du Guatemala, non seulement pour que leurs conditions de travail s'améliorent, mais aussi pour qu'ils puissent obtenir le droit à la syndicalisation.

Ainsi, la stratégie de l'IRLF comprend quatre étapes : (1) la première consiste à intenter une action en justice à l'encontre de la maison mère en faveur de travailleurs et de syndicats possédant des ressources moindres ; (2) la deuxième vise à lancer une campagne internationale à l'encontre de l'entreprise, en collaborant avec d'autres acteurs de la société civile ; (3) la troisième implique de continuer à exposer publiquement l'entreprise pour faire pression sur elle ; (4) la quatrième engage l'entreprise dans une phase de négociation avec l'IRLF et les travailleurs qu'il représente.

Hector de la Cueva, Red mexicana de acciones frente al libre comercio (RMALC)⁸

L'idée étant de créer des relations transversales avec tous les groupes de la société civile, le RMALC est une ONG qui travaille avec de multiples organisations et syndicats, indépendamment de leur secteur d'activités. Durant les années quatre-vingt-dix, le RMALC a été très impliqué dans la construction de relations avec les organisations étasuniennes, canadiennes et mexicaines lors des négociations de l'ALÉNA. Cette ONG a été un acteur important dans la création du *Mexican action network* et l'*Alliance sociale hémisphérique*. À l'échelle des Amériques, les syndicats et les organisations de la société civile bénéficient selon Hector de la Cueva de quinze ans d'une riche expérience de collaboration. Forte de ce passé, il faut à présent s'interroger sur les nouveaux défis à relever pour ainsi définir les prochaines actions à mener.

Dans un premier temps, Hector de la Cueva a tenté de dessiner le contexte des Amériques en ce début de siècle. Selon l'idée qu'il s'en fait, les entreprises transnationales bénéficient d'une mobilité jusqu'alors jamais égalée; la «flexibilisation» est par ailleurs devenue le mot d'ordre, car tout droit est aujourd'hui considéré comme un privilège et il s'exerce actuellement une pression constante pour que soient réduits les droits des travailleurs, les droits sociaux etc.

Cette réduction des droits est liée à la vague de privatisations qui déferle sur tous les pays des Amériques. Au Mexique, par exemple, plus de 90 % des entreprises publiques ont été privatisées au cours de la dernière décennie (soit plus de 1 200 entreprises publiques). Aussi, la privatisation s'applique à des secteurs jusque-là préservés : l'éducation, l'énergie, la sécurité sociale, la santé, la culture, l'eau etc. Selon M. de la Cueva, nous avons atteint une nouvelle étape dans cette ère de libéralisation des économies. Cette nouvelle vague de libéralisation va sans doute donner lieu à de nouveaux accords de libre échange : des ALÉNA + et des accords de libre échange bilatéraux.

⁸ Le Red mexicana de acciones frente al libre comercio (RMALC) est un réseau de personnes et d'organisations de la société civile issues de différents secteurs (agricole, syndical, regroupement de femmes, de la société civile etc.). Ce réseau a pour objectif de construire un espace de réflexions et d'actions du mouvement social en relation avec des agences nationales et internationales. Le RMALC discute, analyse et propose des alternatives aux problèmes économiques et financiers pensés à l'échelle nationale et internationale.

Au niveau continental, on assiste à une polarisation politique entre les pays du Nord (Canada, États-Unis, Mexique) et les pays du Sud. Cette polarisation politique droite/gauche donne lieu à des divergences importantes entre ces pays. On assiste néanmoins à une montée des mouvements sociaux sur tout le continent des Amériques. Des alliances sont créées entre différents acteurs de la société civile (les syndicats, les mouvements paysans, les indigènes, les femmes etc.), ce qui est un phénomène nouveau sur ce continent.

Après cette mise en contexte, Hector de la Cueva a voulu identifier les problèmes majeurs autour desquels devaient se mobiliser les syndicats et les acteurs de la société civile. Le premier concerne les entreprises transnationales. Selon Hector de la Cueva, afin de faire cesser le chantage que ces entreprises exercent sur les droits sociaux, il faut parvenir à mettre en relation, non seulement les travailleurs du Nord et du Sud, mais aussi les travailleurs du Sud entre eux. Pour ce faire, il est nécessaire de se concentrer sur des entreprises précises afin de mettre les travailleurs en relation pour qu'ils puissent stopper la réduction de leurs droits dans le Nord et augmenter leurs conditions dans le Sud.

Pour Hector de la Cueva, le mouvement syndical a aussi besoin d'un nouveau concept sur lequel bâtir son action internationale. Il ne s'agit plus en effet de penser en termes de solidarité, mais plutôt de coopération. Cette coopération entre les travailleurs du Nord et du Sud doit cibler des objectifs très précis : les syndicats pourraient notamment mener des campagnes communes sur des entreprises spécifiques. Ainsi, les stratégies des syndicats pourraient converger et être de ce fait plus efficaces.

Hector de la Cueva indique que ce genre de coopération est déjà à l'œuvre entre les syndicats mexicains et les organisations européennes. Les entreprises européennes sont d'ailleurs beaucoup plus scrutées et elles font par conséquent l'objet de pression sociale plus importante. Hector de la Cueva s'interroge à savoir pourquoi ce type de coopération n'existe pas dans les Amériques alors que les organisations syndicales bénéficient d'une expérience riche de mise en réseau.

Pour finir, Hector de la Cueva indique qu'une campagne contre la privatisation des services publics devrait devenir une ligne de bataille commune pour les syndicats des Amériques. Il estime qu'une campagne d'éducation devrait être mise en oeuvre par les syndicats pour sensibiliser les citoyens américains sur cette question.

Conclusion

Une des conclusions de cet atelier a été que le mouvement syndical américain doit parvenir à se définir un programme commun d'actions. Il est apparu au cours des discussions de clôture qu'il y avait un manque apparent de coordination de leurs actions. Afin d'aboutir à une relation de coopération, comme le mentionnait Hector de la Cueva, les syndicats américains devraient se fixer des entreprises cibles pour des campagnes et des actions communes (Wal-Mart ou ExxonMobil, par exemple).

Les intervenants se sont interrogés sur les raisons sous-jacentes à ce manque de coordination ; les syndicats européens apparaissent déjà être en mesure de mener des actions concertées. Il semble que le manque de soutien de la part des syndicats étasuniens soit un élément de réponse bien que Cameron Duncan perçoive un changement d'attitude de leur part depuis les négociations de l'ALÉNA. Le manque de soutien des syndicats étasuniens constitue un problème majeur lors de négociations d'accords-cadres avec les maisons mères des entreprises transnationales étasuniennes. En effet, les négociations de ces accords doivent être menées par un syndicat basé sur le même territoire que l'entreprise négociatrice. Compte tenu du nombre important d'entreprises transnationales étasuniennes, cette condition a pour effet de limiter la multiplication de ces accords.

Les représentants syndicaux canadiens ont mentionné que pour mener des actions communes sur le front politique, il fallait que les organisations syndicales soient unies au sein même de leur territoire. Les politiques des gouvernements libéraux ont eu pour effet de diviser les syndicats nationaux, ce qui porte entrave au déploiement d'actions concertées à l'international.

Pour finir, nous tenons à remercier chaleureusement les conférenciers qui ont participé à cet atelier. Nous avons apprécié la qualité de leur présentation et la richesse de leur analyse critique sur l'internationalisation de l'action syndicale dans le contexte des Amériques. La Chaire de responsabilité sociale et de développement durable souhaite continuer cette réflexion en conduisant des recherches plus approfondies sur cette question.

Sites Internet des organisations invitées à l'occasion de cet atelier :

Congrès canadien du travail : <http://www.clc-ctc.ca>

Confédération des syndicats nationaux : <http://www.csn.qc.ca>

Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier : <http://www.scep.ca>

Centrale des syndicats du Québec : <http://www.csq.qc.net>

Internationale des services publics : <http://www.world-psi.org>

International labor rights fund: <http://www.laborrights.org>

Red mexicana de acciones frente al libre comercio : <http://www.rmalc.org.mx>

Annexe A **Communications des conférenciers**

Sheila Katz, Congrès du travail du Canada (CTC)

“Internationalization of trade unions’ actions within the Americas.

Summary of CLC's position on this issue: Need to educate our members on international issues and form strategic alliances in order to confront capital across borders.

First, allow me to provide a quick overview of the Canadian labour movement. The CLC is the largest democratic and popular organization in Canada, with over three million members. We are bilingual, we have 60-affiliated unions including both nationally-based unions and the Canadian membership of American-based unions.

Our affiliates span the private and public sectors and represent industrial, service and professional workers. I am sharing this panel with one of them, Brother Gargiso of the Communications Energy and Paperworkers Union (CEP).

The CLC charters federations of labour in each of Canada's 10 provinces and three territories. At the municipal level, our members are organized into 137 district labour councils. As such, we have roots everywhere in Canada and are active in every aspect of the economic, social and political life of Canadians.

Canada has the second-highest ratio of unionized workers amongst the G7 nations. One in three members of the Canadian workforce is unionized. And almost half of the workforce lives in a home with a unionized worker. The public sector, with a high percentage of female workers, is very highly unionized.

Despite these encouraging numbers, the CLC and our affiliates face the ongoing challenge of transferring worker support for their unions into broader mobilization to fight for labour's social

and political agendas and even more challenges to build understanding and solidarity at the international level – one of our major challenges.

The Canadian labour movement has been undergoing a reorientation in recent years to meet the needs of today's workforce. We are reaching out to young workers, Aboriginal workers, visible minority workers and part-time workers in new ways never seen before and trying to build an international perspective into this work.

We must engage our members and working families throughout Canada in the issues that make a difference in their lives. Unions have been successful in having employers listen to workers' concerns in the workplace. We have credibility with our members on the so-called bread-and-butter issues. Our challenge is to translate this credibility towards building international solidarity with workers and unions around the world and specifically in the Americas. Several of the CLC's national affiliates have been able to use collective bargaining to gain the economic resources to build this solidarity and to educate their members on these relevant issues through the creation of Social Justice and Humanity funds.

The dominant governmental approach to the economy of the past 20 years has been to leave industrial development and job creation almost entirely to the whims of the market. Our government has wrongly placed its faith in an unpalatable mixture of unfettered free trade, lower corporate taxes and major cuts to social programs and the public sector. Canada's international trade and investment policies are focussed on protecting investments of Canadian companies overseas rather than promotion of treaties and agreements that serve the interests of all citizens.

There is a critical need to increase the economic security of workers and their families. The 1990s were a lost decade to most Canadian workers. Economic growth was at its lowest level, and unemployment at its highest level, since the depression years of the 1930s. In Canada, family incomes actually declined in relation to inflation. Workers failed to capture any of the benefits of labour productivity increases and women and the young fared even worse than average in all categories.

So what does this have to do with internationalizing our work in the Americas?

Canada desperately needs an industrial strategy to protect and create well-paid, permanent jobs that will ensure rising living standards and deliver purchasing power where it will do the most economic good. In the absence of such a strategy, Canada has lost 100,000 manufacturing jobs over the past two years alone. This is a very significant number, given that our economy is only one-tenth that of the United States. And we believe that not only Canada, but Brazil, Chile, Venezuela, Argentina and others, indeed, every country in the Americas and the world needs to have the ability to develop industrial and employment strategies without the limitations of free trade agreements and structural adjustment programs. And we know we have to fight to win back this right for ourselves and for all nations.

In the past 15 years, membership education and political action have become more forceful and more sophisticated and the cornerstone of the union's activities.

Part of that educational work is to ensure our membership understand the full ramifications of corporate globalization and unfettered free trade. I am sure we are not alone in finding it increasingly difficult to separate national economic and social issues from the growing impact of corporate globalization and so-called free trade.

Few developed countries have been as buffeted by the winds of free trade and globalization as has Canada. We acquired the dubious distinction of having ushered in the new age of corporate driven agreements in 1988 with the Canada-US Free Trade Agreement, or FTA for short.

We identify strongly with the struggles of workers in the Americas who are facing these same type of negotiations and the same pull towards tighter economic integration with the United States whether it be CAFTA in Central America or the Andean Region, or Mercosur with Europe for that matter. Our experience with so-called free trade is instructive. Canadian workers were given a crash course on the impacts of free trade when Canada signed the 1988 FTA with the US. We saw highly paid, secure unionized manufacturing jobs move quickly to the southern

United States where “Right to work” laws made unionization impossible and wages were a fraction of what was paid in Canada. US workers learned the same lessons in 1994 when Mexico entered the free trade arrangement with the signing of NAFTA. Now our Mexican sisters and brothers are experiencing a similar process as hundreds of thousands of jobs are moving to China and other Asian sites where standards and norms are amongst the lowest in the world. If you’ve ever heard the expression “the race to the bottom”, this is it.

Our principal challenge today is to promote and support trade policies and agreements that work in the interests of working people and their families, in our own countries and across the globe. How do we do it?

Through the Labour International Development Program (LIDP), the CLC along with several national affiliates and with funds from the Canadian International Development Agency (CIDA) carry out technical assistance to unions and social organizations in the Americas (also in Asia, Africa and the Middle East) to help build capacity to protect and promote fundamental human rights of workers, and strengthen gender equity and equality. The LIDP also carries out Global Solidarity courses to raise awareness amongst our members on such issues as globalization, economic literacy, and building alliances. The largest number of projects carried out through the LIDP are in the Americas.

Different affiliates have developed different strategies to raise funds to develop links with unions in their sector in the Americas. Some have negotiated with employers to make specified contributions to match workers contributions. e.g. 1 penny per worker per hour. Others have negotiated untied contributions. Most consider the Americas to be a priority region for building international labour solidarity.

Many CLC affiliates participate in the sectoral Global Union Federations (GUFs) which bring together unions in the same sector from across the Americas. (The Global Union Federations coordinate their activities on a regional basis.) At the global level, the GUFs have been successful in negotiating framework agreements with specific multinational companies,

agreements which guarantee the respect for fundamental workers rights for the employees of those companies around the world. This structure allows workers in such companies as Coca Cola, Ford, GM and others to meet on a regular basis and develop joint strategies to confront common issues such as collective bargaining with common employers.

At the level of central labour body, the CLC is affiliated to and plays an important role in the Interamerican Regional Workers Organizations (ORIT). (ORIT is the Americas body of the International Confederation of Free Trade Unions (ICFTU). However, neither the CLC nor its affiliates are constrained from developing direct relationships with unions in the Americas regardless of their affiliation given that they share an ideological approach to building workers power and challenging the neo-liberal economic agenda. The CLC's public sector unions are in the forefront of struggles to stop privatization of public services and publicly owned/administered utilities.

Canadian unions and social organizations blazed new paths in the mid 1980s on alliance building to fight the CUSFTA. Canadian unions were one of the pillars of the Action Canada Network, a multi-sector coalition formed to fight the first FTA in the Americas in alliance with churches, development organizations, solidarity groups, women's groups in one of the broadest civil society coalitions seen.

Working through Common Frontiers Canadian unions in English Canada developed alliances with like-minded coalitions in the US, Mexico and Quebec. These four civil society networks working on NAFTA have a rich experience that has been documented in a number of studies. We called it the "trinational networks" and this process served as a model for the formation of the "Hemispheric Social Alliance" in 1998 at a Labour and Social Forum in Brazil at the FTAA trade ministers meeting in Belo Horizonte hosted by the Brazilian unions and the ORIT.

The Hemispheric Social Alliance, with support from unions, specifically the CUT Brazil has been one of the major components of Continental Campaign to Stop the FTAA. The labour

movement is an important popular, progressive global movement that can challenge the neo-conservative agenda.

Jacques Létourneau, Confédération syndicale nationale (CSN)

D'abord, je tiens, au nom de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), à vous remercier pour cette invitation à prendre la parole dans cet atelier sur l'action internationale des syndicats. Ce 5^e Forum social mondial nous incite à ouvrir la réflexion sur le sens à donner à notre intervention. Certes, la mondialisation actuelle oblige les organisations à revoir un certain nombre de pratiques, et en ce sens le mouvement syndical n'y échappe pas.

La CSN comme organisation syndicale québécoise est active depuis plusieurs années sur le terrain des solidarités internationales. Mais avec le temps nos pratiques ont changé. Il fut un temps où nous étions solidaires de tous les combats, de toutes les luttes de libérations nationales. Une organisation comme la CSN ne manquait pas une seule occasion de supporter les peuples en lutte contre la domination impérialiste des États-Unis ou même de l'ex-Union Soviétique. La fin de la guerre froide a fait éclaté ce rapport à la solidarité (Nord-Sud) de même que le nouveau paradigme de la mondialisation néolibérale a changé radicalement la donne. Avant, nous étions solidaires du combat chilien, congolais ou vietnamien ; maintenant, nous tissons nos rapports sur d'autres bases à partir de projets communs.

Par ailleurs, la révolution technologique et la nouvelle division internationale du travail imposent un changement de cap dans les rapports de solidarité. La CSN aborde maintenant cette question de trois façons :

- a- D'abord, en partenariat avec les autres organisations syndicales au Sud, principalement en Amérique latine ou en Afrique francophone, la CSN contribue – avec le financement de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) – à la mise en œuvre de processus d'échanges et de discussions, de projets de formation communs qui permettent la circulation d'expertises et le renforcement du mouvement syndical à l'échelle internationale. Comme la mondialisation néolibérale et ses principaux véhicules que sont l'ouverture des marchés, le libre-échange et les accords commerciaux imposent à la

classe ouvrière une réduction des conditions de vie et de travail, au Nord comme au Sud, la solidarité ne peut plus prendre le même visage ;

- b- Notre affiliation internationale à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) donne à la CSN l'occasion de renforcer ses liens avec les autres organisations. Comme les transformations inhérentes au monde du travail sont sensiblement les mêmes pour les travailleurs et les travailleuses peu importe leurs nationalités, la participation aux instances et aux forums de la CISL ouvre à une meilleure compréhension des enjeux ;
- c- Enfin, notre volonté d'utiliser des espaces comme le Forum social mondial (FSM) afin de dégager des perspectives communes avec les autres groupes qui luttent (femmes, jeunes, populaires, paysans) représente un véritable défi pour les altermondialistes que nous sommes. La CSN ne se définit pas à l'extérieur de ce mouvement mais bel et bien comme acteur syndical et social porteur d'alternatives au regard du modèle actuel. De notre point de vue, le FSM doit nous permettre de renforcer les liens entre les mouvements sociaux et syndicaux.

Nous croyons que le FSM offre un espace ouvert de discussion, mais il ne peut se substituer à nos responsabilités. Ce véhicule doit nous permettre de reprendre dans nos régions, dans nos pays respectifs, l'important mandat de ramener ces analyses à la hauteur de nos préoccupations quotidiennes tout en dégageant des perspectives communes à notre action.

Pierre Séguin, Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

Construire nos solidarités syndicales pour renforcer notre action internationale.

Dans un premier temps, je voudrais remercier la Chaire sur le développement durable de l'UQAM et Alternatives de me permettre de partager avec vous quelques éléments de réflexion qui pourront enrichir notre recherche commune de pistes d'action collectives pour un monde où les valeurs de solidarité, de coopération, de dignité et de justice sociale ont préséance sur les valeurs économiques. Je souhaite que ces réflexions apportent également une contribution dans

le renforcement des solidarités syndicales internationales qui devraient franchir une étape à ce présent Forum social mondial. En effet, des échanges commencés, il y a déjà quelques mois, se poursuivent sur l'unification des organisations syndicales internationales. Je tiens à souligner l'importance qu'a eue le FSM dans l'avancement de cette unification en créant des espaces d'échange entre les différentes organisations syndicales internationales dans le cadre du Forum mondial syndical qui s'y tenait. Ce projet unitaire porté par les organisations internationales devrait être une occasion pour chacune de nos organisations d'enclencher une réflexion et une discussion dans chacun de nos pays pour le renforcement de notre action syndicale en regard des enjeux de la mondialisation néolibérale et de ses effets pervers et insidieux sur nos milieux de travail et de vie. Les classes démunies de nos sociétés respectives ont tout à gagner d'une plus grande solidarité dans l'action entre les différentes organisations syndicales de chacun de nos pays. Bien humblement, ma présentation se veut un apport dans cette direction.

La Centrale des syndicats du Québec que je représente existe depuis près de 70 ans. Elle regroupe 170 000 personnes qui occupent plus de 350 titres d'emplois dans les services publics, soit tous les ordres d'enseignement (primaire, secondaire, collégial et universitaire), la garde éducative, la santé et les services sociaux, la culture, le communautaire et les communications. La Centrale compte dans ses rangs 69 % de femmes et 25 % de jeunes de moins de 35 ans. Partie d'un rassemblement d'institutrices rurales en 1936, la Centrale a développé, au cours de son histoire, une large expertise sur l'ensemble des questions touchant l'éducation.

Si plusieurs ne sont plus à convaincre de la nécessité et de la pertinence de l'action syndicale sur la scène internationale en cette époque où nous subissons dans notre quotidien les contrecoups de la mondialisation néolibérale, est-il besoin de rappeler que l'action syndicale n'est pas née avec cette dernière. Des débuts de l'apparition du mouvement syndical s'est posée la nécessité de construire des solidarités entre la classe ouvrière de tous les pays, pour reprendre le vocable de l'époque, afin de promouvoir un projet politique porteur des intérêts des plus démunis de ce monde.

La surexploitation des enfants, des femmes et des hommes dans les manufactures au XIX^e siècle a été suffisante pour faire émerger un mouvement internationaliste qui s'est porté à la défense de la cause ouvrière. Des solidarités ont vu le jour et ont permis à ce mouvement de se structurer, car devant un « ennemi » qui divise pour régner, pour imposer ses vues, la solidarité est devenue le seul moyen légitime de mettre un frein à l'exploitation des travailleurs et des travailleuses. Au cours de l'histoire, l'action syndicale internationale a tranquillement délaissé l'action politique préoccupée par la défense de l'intérêt général de la société pour devenir une action plus centrée sur la défense de l'intérêt de ses membres. La solidarité s'est exercée pour répondre à ces nouvelles orientations et aussi pour développer un soutien mutuel entre les organisations syndicales, qui relève davantage de l'esprit qui anime la coopération internationale que de la promotion d'un projet politique plus large.

Toutefois, plus récemment, la montée du mouvement antimondialiste n'a pas été sans avoir d'impact sur une remobilisation et repolitisation de l'action syndicale dans l'ensemble des pays du globe. Appelées à comprendre les conséquences du processus actuel de mondialisation, plusieurs organisations syndicales ont eu besoin de définir leurs actions dans ce nouveau contexte d'une société-monde plutôt que dans le cadre de l'État-nation. Des enjeux qui ont confronté notre organisation syndicale et que nous avons relevés lors de notre congrès triennal de 2003.

En effet, en préparation de ce congrès ayant pour thème Tout un monde de solidarités, nous avons entrepris un vaste projet de formation sur les enjeux de la mondialisation néolibérale et, par la suite, consultation et adoption des résolutions de congrès devant guider notre action pour les trois prochaines années en regard de la mondialisation néolibérale. Nous avons adopté un projet politique et social qui vise la construction d'un monde solidaire, démocratique, écologique et pacifique. Prenant appui sur ces dernières valeurs, nous avons adopté des résolutions guidant notre action syndicale tant au niveau local, national qu'international.

Au niveau international, nous entendons donc poursuivre notre travail au sein des organisations syndicales internationales auxquelles nous sommes affiliés pour faire la promotion de notre

projet et contrer cette mondialisation qui fait fi des droits des travailleurs, des travailleuses et des peuples du monde entier. C'est ainsi que nous avons choisi de vous présenter ce qui constitue les différents défis que pose la scène internationale dans la conjoncture actuelle et comment notre centrale syndicale tente de les relever dans le quotidien. Nous aimerions aussi partager avec vous quelques éléments de perspectives que nous entrevoyons pour le développement d'une action syndicale solidaire sur la scène internationale.

L'action syndicale internationale de la CSQ

Dans le contexte de la mondialisation, comme les grandes politiques se définissent sur le plan international, que ce soit sur le plan de l'éducation, des services publics ou des orientations des politiques sociales, nous sommes obligatoirement appelés à intervenir dans des forums internationaux afin de faire valoir le point de vue de nos membres. Le Forum mondial de l'éducation est, entre autres, un lieu privilégié, mais non exclusif de notre action internationale. Également, notre adhésion à des organisations internationales, dont l'Internationale des services publics (ISP) et l'Internationale de l'éducation (IE), nous permet de mieux faire entendre la voix des travailleurs et travailleuses sur la scène internationale. D'ailleurs, depuis le dernier congrès de l'IE, en juillet 2005, un membre du Conseil exécutif de la CSQ siège sur son conseil d'administration. Ceci s'inscrit dans notre volonté de jouer un rôle plus actif sur la scène internationale.

Notre présence à des forums internationaux portant, soit sur les droits des femmes, dont la Marche mondiale initiée au Québec, Beijing+10, soit sur les questions environnementales, particulièrement dans le cadre de l'adoption du protocole de Kyoto et de sa mise en œuvre, constitue un des moyens pour développer des actions de solidarité et de coopération avec des organisations qui partagent les mêmes orientations en vue de promouvoir un nouveau modèle social qui garantit la primauté des droits humains sur les droits économiques. À cet égard, les promoteurs des traités commerciaux de libéralisation des échanges (OMC, AGCS, ZLÉA et ALÉNA pour n'en nommer que les principaux) devront compter sur notre action.

Depuis 1980, la coopération internationale constitue un volet important de notre action internationale, dont deux grands axes d'intervention ont été retenus par le congrès de 1982 – à savoir la francophonie et l'Amérique latine. C'est ainsi qu'à l'initiative de notre centrale s'est tenue, en 1987, une première rencontre des organisations syndicales de l'éducation des pays ayant le français en partage. Cette rencontre a mené à la création du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF) qui regroupe quelque 37 pays de la Francophonie et au sein duquel la défense du droit à l'éducation pour tous et toutes constitue une priorité.

Cette dernière question constitue un défi important dans notre action syndicale et nous a conduits à nous engager, au sortir du dernier Sommet des peuples tenu en 2001, à Québec, à contribuer à la création d'un Secrétariat continental sur l'éducation. Fort de l'appui de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, le Secrétariat a donc vu le jour en 2001 et la Déclaration du Séminaire mondial sur l'éducation qui s'est tenu dans le cadre du FSM, en 2002, a constitué un moment privilégié de son histoire. La reconnaissance du savoir comme bien de l'humanité, l'accès universel, le partage et l'échange des savoirs au niveau mondial ont été reconnues comme des questions désormais centrales pour le développement des nations et des personnes.

Par ailleurs, convaincue que notre action internationale doit prendre ancrage également au niveau local, national et continental, la CSQ est impliquée au sein du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)⁹. C'est en tant que membre du RQIC que nous avons été particulièrement actifs sur les enjeux soulevés par l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et par l'instauration d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA).

Par ailleurs, plus que jamais, nous sommes conscients que notre capacité d'influencer le cours des choses est tributaire de la capacité de nos organisations syndicales à construire des solidarités

⁹ Le RQIC est composé de plus d'une vingtaine d'organisations sociales du Québec, provenant des milieux syndicaux, communautaires et populaires, étudiants, de femmes, de droits humains et de développement international. Le RQIC est membre de l'Alliance sociale continentale et collabore régulièrement avec Common Frontiers, coalition du Canada anglais, qui poursuit des objectifs similaires à ceux du RQIC.

et à développer une plus grande convergence dans l'action, tant au niveau local, régional que national. La réalisation imminente de l'union organisationnelle entre les deux principales centrales syndicales internationales devra avoir écho dans chacun de nos pays. Ce sont les principaux défis qu'aura à relever le mouvement syndical québécois et canadien, au cours des prochains mois.

**CHAIRE de responsabilité
sociale et de
développement durable**
ESG UQÀM

École des sciences de la gestion | Université du Québec à Montréal
Case postale 6192 | Succursale Centre-Ville | Montréal (Québec) | H3C 4R2
Téléphone : 514.987.3000 #6972 | Télécopieur : 514.987.3372

Adresse civique : Pavillon des sciences de la gestion | local R-2885
315, rue Sainte-Catherine Est | Montréal (Québec) | H2X 3X2

Courriel : crsdd@uqam.ca | Site web : www.crsdd.uqam.ca

ISBN 2-923324-40-4
Dépôt Légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2006